

**Copie qui sera publiée aux annexes du Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe**

Division de l'Entreprise de Liège - division Namur

Réservé
au
Moniteur
belge



23161986

07 DEC. 2023

Greffie

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 18/12/2023 - Annexes du Moniteur belge

Dénomination

(en entier) : **COMITE DE RECHERCHE ET D'ACTION**

Forme juridique : ASBL

Siège : Rue de Brimez, 2 à 5100 WEPION

N° d'entreprise : 416070513

Objet de l'acte : MODIFICATIONS STATUTAIRES

L'assemblée générale extraordinaire réunie à Wépion le 28 novembre 2023 dûment convoquée par invitation du Secrétaire de l'organe d'administration (OA) et composée par les personnes dont les coordonnées sont reprises en annexe du présent acte, a décidé à l'unanimité des membres présents et représentés, une refonte complète des statuts de notre ASBL pour les rendre conformes au nouveau Code des sociétés et association (CSA).

STATUTS

TITRE 1er : Forme légale, dénomination, siège social , objet, durée

Article 1er : Forme et nom.

L'association sans but lucratif est dénommée « Comité de Recherche et d'action », en abrégé COREAC ASBL. Les dénominations, complète ou abrégée, peuvent être utilisées ensemble ou séparément

Article 2 : Siège social

Le siège social est établi en Belgique, dans la Région wallonne

La modification du siège social est une compétence de l'OA.

Article 3 : But désintéressé et objet

L'association a pour but désintéressé de promouvoir et d'animer la vie associative de Wépion. Elle poursuit la réalisation de cet objectif par tous les moyens s'y rapportant directement ou indirectement et notamment, sans que cette énumération soit limitative :

- en organisant toute manifestation en rapport avec son but social;
- en mettant à la disposition de tiers, d'associations paroissiales et autres associations une infrastructure adéquate, soit par la prise en location ou l'acquisition d'immeubles et de meubles;
- en gérant cette infrastructure.

Elle peut accomplir tous les actes se rapportant indirectement ou directement à son but. Elle peut notamment prêter son concours et s'intéresser à toute activité similaire à son objet.

L'association ne peut distribuer ni procurer directement ou indirectement un quelconque avantage patrimonial à ses fondateurs, ses membres, ses administrateurs ni à toute autre personne, sauf dans le but désintéressé déterminé par les présents statuts. Toute opération violant cette interdiction est nulle.

L'association peut rendre gratuitement à ses membres des services qui relèvent de son objet et qui s'inscrivent dans le cadre de son but.

Elle peut exercer les fonctions d'administrateur ou liquidateur dans d'autres associations.

Article 4 : Durée

L'association est constituée pour une durée illimitée. Elle peut être dissoute en tout temps.

Titre 2° : Membres

Article 5 : nombre, admission

L'association est composée de membres effectifs et de membres adhérents. Le nombre de membres de l'association n'est pas limité. Son minimum est fixé à 3.

Mentionner sur la dernière page du Volet B : Au recto : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter l'association ou la fondation à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature

Sont membres effectifs:

- les personnes déjà membres à la date du présent acte.
- toute personne majeure agréée par l'organe d'administration, agrégation confirmée par l'assemblée générale, laquelle peut refuser moyennant motivation, sans recours possible.

Sont membres adhérents, toute personne majeure agréée par l'organe d'administration, lequel peut refuser moyennant motivation, sans recours possible.

L'organe d'administration fixe les modalités d'admission, de façon conforme au CSA, et les candidats doivent être en règle de cotisation.

Article 6 : droits

L'association est composée de membres qui jouissent de la plénitude des droits accordés aux membres par la loi, le code des sociétés et associations et les présents statuts.

Article 7 : démission

Les membres peuvent se retirer à tout moment de l'association en adressant leur démission par écrit à l'organe d'administration. Tout membre est libre de se retirer à tout moment de l'association. Par ailleurs, est réputé démissionnaire le membre qui ne paie pas sa cotisation dans le mois qui suit le rappel qui lui est adressé par courrier postal ou électronique, de même que le membre qui n'assiste pas et ne se fait pas représenter à 3 assemblées générales consécutives.

La qualité de membre se perd automatiquement par le décès ou, s'il s'agit d'une personne morale, par sa dissolution, sa fusion, sa scission, sa nullité ou sa faillite.

Article 8 : Exclusion

Le membre démissionnaire, suspendu ou exclu, ainsi que les héritiers ou ayants droit du membre décédé, n'ont aucun droit sur le fond social. Ils ne peuvent réclamer ou requérir, ni relevé, ni reddition de compte, ni apposition de scellés, ni inventaires, ni le remboursement des cotisations volontairement versées.

L'organe d'administration peut interdire, jusqu'à la date de la prochaine assemblée générale, la participation d'un membre aux activités et réunions de l'association en cas d'infraction grave aux statuts ou au CSA.

Peut être exclu tout membre ayant commis un acte contraire à l'honneur, ayant gravement compromis les intérêts de l'association ou des membres qui la composent ou n'ayant pas respecté les statuts et/ou le règlement d'ordre intérieur.

L'exclusion d'un membre ne peut être prononcée que par l'assemblée générale à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés. L'exclusion d'un membre doit être indiquée dans la convocation qui fixe l'ordre du jour. Le membre doit être entendu quant aux motifs de son exclusion. Les modalités détaillées par le CSA doivent être respectées.

Article 9 : Registre des membres et sa consultation

L'organe d'administration tient, au siège social de l'association, un registre des membres.

Ce registre reprend les noms, prénoms et domicile des membres, ou lorsqu'il s'agit d'une personne morale, la dénomination sociale, la forme juridique et l'adresse du siège social, ainsi que les coordonnées complètes de la personne physique qui représente chaque personne morale. Sont également inscrites dans ce registre par les soins de l'organe d'administration endéans les huit jours de la connaissance que l'organe d'administration a eue de la décision, toutes les décisions d'admission, de démission ou d'exclusion des membres. L'organe d'administration peut décider que le registre sera tenu sous forme électronique. Par leur admission, les membres adhèrent aux présents statuts, au règlement d'ordre intérieur éventuel, ainsi qu'aux décisions prises par l'association.

Tous les membres peuvent consulter au siège social de l'association le registre des membres ainsi que les procès-verbaux et décisions de l'assemblée générale et de l'organe d'administration, de même que tous les documents comptables de l'association

Article 11 : Cotisations

La qualité de membre s'acquiert par le paiement d'une cotisation dont le montant est fixé par l'assemblée générale et ne peut être supérieur à 10,00 €.

Les membres qui se sont acquittés de leur cotisation apportent à l'association le concours actif de leurs capacités et de leur dévouement.

TITRE 3 : Assemblée générale

Article 12 : Composition

L'assemblée générale est composée des membres effectifs en ordre de cotisation.

Elle est présidée par le président de l'organe d'administration, ou s'il est absent par, un administrateur désigné à cet effet par l'organe d'administration soit le vice-président ou le plus âgé des administrateurs présents.

Article 13 : Pouvoirs

L'assemblée générale est le pouvoir souverain de l'association. Elle possède les pouvoirs qui lui sont expressément reconnus par le CSA ou les présents statuts.

Sont notamment réservées à sa compétence :

- ☐ Les modifications aux statuts sociaux
- ☐ L'admission des nouveaux membres
- ☐ La nomination et la révocation des administrateurs ainsi que les conditions financières et autres de la rémunération éventuelle du mandat d'administrateur.
- ☐ Le cas échéant, la nomination et la révocation du commissaire et la fixation de sa rémunération ;
- ☐ La décharge à octroyer aux administrateurs et, le cas échéant, au commissaire, et éventuellement l'introduction d'une action de l'association contre les administrateurs et les commissaires.
- ☐ L'approbation des budgets et des comptes annuels
- ☐ La dissolution volontaire de l'association
- ☐ Les exclusions de membres
- ☐ Effectuer ou accepter l'apport à titre gratuit d'une universalité ;
- ☐ Tout autre cas où le code des sociétés et associations ou les statuts l'exigent.

Article 14 : Tenue et convocation

Il doit être tenu au moins une assemblée générale ordinaire chaque année, au plus tard dans les six mois de la clôture de l'exercice social précédent.

L'organe d'administration convoque par ailleurs l'assemblée générale dans les cas prévus par le CSA ou les statuts ou lorsqu'au moins un cinquième des membres effectifs en fait la demande.

Dans ce dernier cas, l'organe d'administration convoque l'assemblée générale dans les 21 jours de la demande de convocation, et l'assemblée générale se tient au plus tard le 40ème jour suivant cette demande.

Article 15 : Convocation

L'assemblée générale est convoquée par l'organe d'administration par lettre ordinaire ou par courriel adressé à chaque membre au moins 15 jours avant l'assemblée, et signé par un administrateur au nom du conseil d'administration.

L'ordre du jour est mentionné dans la convocation.

Si l'assemblée générale doit approuver les comptes et budget, ceux-ci sont annexés à la convocation. Toute proposition de points signée par un vingtième des membres doit être portée à l'ordre du jour.

Article 16 : Admission à l'assemblée générale

Chaque membre effectif a le droit d'assister à l'assemblée. Il peut se faire représenter par un autre membre.

Article 17 : Droit de vote

Seuls les membres effectifs ont un droit de vote égal à l'assemblée générale, chacun disposant d'une voix.

Article 18 : Délibérations

L'assemblée générale délibère quand au moins la moitié des membres sont présents ou représentés, sauf dans les cas où le code des sociétés et associations ou les présents statuts imposent un quorum de présences. Sauf dans le cas où il en est décidé autrement par le CSA ou par les présents statuts, les résolutions sont prises à la majorité simple des voix présentes ou représentées.

Les votes nuls, blancs ainsi que les abstentions ne sont pas pris en compte pour le calcul des majorités.

En cas de parité des voix, celle du président, ou à défaut de l'administrateur désigné pour le remplacer, est prépondérante.

L'assemblée générale ne peut délibérer valablement que sur les points inscrits à l'ordre du jour.

Article 19 :

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur la dissolution de l'association ou la modification des statuts que conformément aux dispositions du CSA.

Article 20 : Procès-verbaux

Les décisions sont consignées dans un registre de procès-verbaux.

Les procès-verbaux sont rédigés par un administrateur désigné à cet effet.

Ils sont signés par le président et le secrétaire, ainsi que par les membres présents qui le demandent ; ils sont conservés dans un registre au siège de l'association.

Tout membre peut consulter ces procès-verbaux mais sans déplacement du registre.

Tout tiers justifiant d'un intérêt légitime peut demander des extraits des procès-verbaux et cela dans les conditions fixées par le CSA.

Article 21 :

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer et statuer sur les modifications statutaires que si les modifications proposées sont indiquées avec précision dans la convocation et si au moins deux tiers des membres sont présents ou représentés à l'assemblée.

Si cette dernière condition n'est pas remplie, une seconde convocation sera nécessaire et la nouvelle assemblée délibérera et statuera valablement, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés. La seconde assemblée ne peut être tenue dans les quinze jours après la première assemblée (soit 15 jours au plus tôt après la 1^{ère} AG).

Toute modification n'est admise que si elle a réuni les deux tiers des voix exprimées sans qu'il soit tenu compte des abstentions au numérateur ni au dénominateur.

Toutefois, la modification qui porte sur l'objet ou le but désintéressé de l'association, peut seulement être adoptée à la majorité des quatre cinquièmes des voix des membres présents ou représentés, sans qu'il soit tenu compte des abstentions au numérateur ni au dénominateur.

Toute modification aux statuts doit être déposée au greffe du tribunal de l'entreprise compétent. Il en est de même de toute nomination, démission ou révocation d'administrateur.

TITRE 4 : L'organe d'Administration (O A)

Article 22 : Composition

L'association est administrée par un organe d'administration collégiale composé de minimum 3 administrateurs, membres ou non de l'association.

Tant que l'association compte moins de trois membres, l'organe d'administration peut être constitué de deux administrateurs. Tant que l'organe d'administration ne compte que deux membres, toute disposition qui octroie à un membre de l'organe d'administration une voix prépondérante perd de plein droit ses effets.

Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale à la majorité simple des voix des personnes présentes et représentées et par vote secret sur demande d'un administrateur. Le candidat adresse sa demande écrite et motivée à l'organe d'administration.

Le mandat d'administrateur, en tout temps révocable par l'assemblée générale sans que cette dernière doive se justifier, est d'une durée de deux ans.

Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Article 23 : Démission

Tout administrateur qui veut démissionner doit signifier sa démission par écrit à l'organe d'administration.

L'administrateur démissionnaire doit toutefois rester en fonction jusqu'à la date de la prochaine assemblée générale qui décidera de son remplacement si sa démission a pour effet que le nombre d'administrateurs ne devienne inférieur au nombre minimum

d'administrateurs fixé à l'article 22 ou si sa démission met le Conseil d'Administration dans de grandes difficultés de fonctionnement.

En cas de vacance de la place d'un administrateur avant la fin de son mandat, les administrateurs restants ont le droit de coopter un nouvel administrateur. La première assemblée générale qui suit doit confirmer le mandat de l'administrateur coopté ; en cas de confirmation, l'administrateur coopté termine le mandat de son prédécesseur, sauf si l'assemblée générale en décide autrement. S'il n'y a pas de confirmation, le mandat de l'administrateur coopté prend fin à l'issue de l'assemblée générale, sans porter préjudice à la régularité de la composition de l'organe d'administration jusqu'à ce moment.

Article 24 : Composition de l' OA

L'organe d'administration élit parmi ses membres un président.

Il peut aussi désigner en son sein un vice-président, un secrétaire, un trésorier.

Le président est chargé notamment de convoquer et de présider l'organe d'administration.

En cas d'empêchement temporaire, ses fonctions sont assumées par le vice-président ou par le plus ancien des administrateurs présents.

Un administrateur désigné par l'assemblée est chargé de rédiger les procès-verbaux.

Le secrétaire est notamment chargé de veiller à la conservation des documents, de tenir le registre des membres à jour et de procéder aux dépôts obligatoires au greffe du tribunal de l'entreprise.

Le trésorier est notamment chargé de la tenue des comptes, de la déclaration à l'impôt, des formalités pour l'acquittement de la taxe sur le patrimoine et de la T.V.A.

Article 25 : Convocation de l'OA

L'organe d'administration est convoqué par un administrateur au nom du président ou, en cas d'empêchement, par un autre administrateur. Il peut également se réunir à la demande de deux administrateurs.

Les administrateurs sont convoqués par lettre ordinaire ou par courriel au moins dix jours avant la date fixée pour la réunion de l'organe d'administration. Elle contient l'ordre du jour. L'organe d'administration ne délibère que sur les points inscrits à l'ordre du jour.

L'organe est par ailleurs habilité à délibérer et à décider par courriel sur tout sujet qui ne peut attendre la prochaine réunion de l'organe. A la demande d'au moins deux administrateurs, ce point est reporté à la première réunion de l'organe.

Article 26 : Délibération de l'OA

L'organe d'administration délibère valablement si la moitié des administrateurs sont présents ou représentés.

Un administrateur peut se faire représenter par un autre administrateur muni d'une procuration écrite dûment signée.

Chaque administrateur dispose d'une voix. Les décisions de l'organe d'administration sont prises à la majorité simple des voix des administrateurs présents ou représentés.

Les votes nuls, blancs ainsi que les abstentions ne sont pas pris en compte pour le calcul des majorités.

En cas de parité des voix, celle du président, ou à défaut de l'administrateur désigné pour le remplacement, est prépondérante.

Lorsque l'organe d'administration doit prendre une décision ou à se prononcer sur une opération relevant de sa compétence à propos de laquelle un administrateur est en situation de conflit d'intérêt, cet administrateur doit en informer les autres administrateurs avant que l'organe d'administration ne prenne une décision. Sa déclaration et ses explications sur la nature du conflit d'intérêt doivent figurer dans le procès-verbal de la réunion de l'organe d'administration qui doit prendre la décision.

Un administrateur est en situation de conflit d'intérêt lorsque qu'il a un intérêt direct ou indirect de nature patrimoniale qui est opposé à celui de l'ASBL. Le conflit d'intérêt peut également être de nature personnelle ou familiale, par exemple lorsque l'administrateur a une proximité telle avec la personne concernée par la décision à prendre que son jugement pourrait en être altéré.

• Tout administrateur qui a un intérêt opposé à celui de l'association ne peut participer aux délibérations et au vote sur ce point de l'ordre du jour.

Les décisions de l'organe d'administration sont consignées dans un registre de procès-verbaux signés par le président et les administrateurs qui le souhaitent.

Article 27 : Pouvoirs de l'OA

L'organe d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association et peut accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de l'association. Sont seuls exclus de sa compétence, les actes réservés par le CSA ou les présents statuts à la compétence de l'assemblée générale.

Article 28 : Représentation

L'organe d'administration représente l'association, en ce compris la représentation en justice.

L'organe d'administration peut déléguer ce pouvoir de représentation à un ou plusieurs administrateurs pour représenter l'association individuellement ou conjointement.

Le mandat prend fin automatiquement quand le délégué chargé de la représentation perd sa qualité d'administrateur.

L'organe d'administration peut, à tout moment et sans qu'il doive se justifier, mettre fin au mandat conféré à la personne ou aux personnes chargées de la représentation générale de l'association.

En outre, l'association est valablement engagée par des mandataires spéciaux et ce, dans les limites données à leurs mandats.

L'association est valablement représentée dans tous les actes qui engagent l'association (y compris ceux où interviennent un fonctionnaire public ou un officier ministériel) ou en justice

-soit par deux administrateurs agissant conjointement qui en tant qu'organe ne devront pas justifier vis-à-vis des tiers d'une décision préalable et d'une procuration du conseil d'administration ;

-soit, dans les limites de la gestion journalière par le délégué à cette gestion agissant, selon la décision prise collégalement par le conseil, qui en tant qu'organe ne devra pas justifier d'une décision préalable. Ces limites seront précisées dans un mandat annexé au rapport de l'OA.

-soit par des mandataires spéciaux et ce dans les limites données à leurs mandats.

Article 29 : judiciaire

Les actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant sont décidées par l'organe d'administration et intentées ou soutenues au nom de l'association par le président de l'organe d'administration, habilité en vertu des statuts, à représenter l'association.

Article 30 : Gestion journalière

L'organe d'administration peut déléguer à une ou plusieurs personnes (administrateurs ou pas), qui agissent chacune individuellement, conjointement ou collégalement, de la gestion journalière de l'association, ainsi que de la représentation de l'association en ce qui concerne cette gestion.

Pour ce faire, le délégué à la gestion journalière dispose d'un pouvoir de signature.

La gestion journalière comprend aussi bien les actes et les décisions qui n'excèdent pas les besoins de la vie quotidienne de l'association que les actes et les décisions qui, soit en raison de l'intérêt mineur qu'ils représentent, soit en raison de leur caractère urgent, ne justifient pas l'intervention de l'organe d'administration.

Le mandat prend fin automatiquement quand, le cas échéant, le délégué chargé de la gestion journalière perd sa qualité d'administrateur ou s'il n'est plus membre de l'association. L'organe d'administration peut, à tout moment et sans qu'il doive se justifier, mettre fin au mandat conféré à la personne ou aux personnes chargée(s) de la gestion journalière.

Les actes relatifs à la nomination ou à la cessation de fonctions des personnes déléguées à la gestion journalière sont déposés au greffe du tribunal de l'entreprise en vue de leur publication par extrait au Moniteur belge.



Volet B - Suite

Article 31 : responsabilité, rémunération des administrateurs

Les administrateurs ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle et ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat. Celui-ci est exercé à titre gratuit.

Chaque administrateur ou délégué à la gestion journalière peut élire domicile au siège de l'association pour toutes les questions qui concernent l'exercice de son mandat.

Article 32 : Règlement d'ordre intérieur (ROI)

L'organe d'administration peut édicter un règlement d'ordre intérieur. Cependant, le règlement d'ordre intérieur ne peut contenir de dispositions :

- Contraires à des dispositions légales impératives ou aux statuts ;
- Relatives aux matières pour lesquelles une disposition statutaire est exigée ;
- Touchant aux droits des membres, aux pouvoirs des organes ou à l'organisation et au mode de fonctionnement de l'assemblée générale. Le règlement d'ordre intérieur et toutes ses modifications sont communiqués aux membres.

TITRE 5 : Dispositions diverses

Article 33: Exercice social, comptabilité

L'exercice social commence le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre.

L'association tient une comptabilité conforme aux règles imposées par le Code des sociétés et associations. Les comptes de l'exercice écoulé, le budget pour l'exercice suivant (ainsi qu'un rapport d'activités) seront soumis annuellement pour approbation à l'assemblée générale.

Article 34 : Vérification des comptes

L'assemblée générale peut désigner une personne chargée de la vérification des comptes nommée pour un an et rééligible. Elle lui présentera son rapport annuel.

Article 35 : Dissolution de l'association ; liquidateurs

En cas de dissolution de l'association, l'assemblée générale désignera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et indiquera l'affectation à donner à l'actif net de l'avoir social.

Toute décision de dissolution volontaire est prise à la majorité des 2/3 des membres présents ou représentés avec une majorité de 4/5 de voix.

Article 36 : Affectation de l'actif net

Dans tous les cas de dissolution volontaire ou judiciaire, à quelque moment, ou par quelque cause qu'elle se produise, l'actif net de l'association dissoute sera affecté à un objet similaire désintéressé, à désigner par l'assemblée générale.

Article 37 : Droit commun

Tout ce qui n'est pas expressément prévu dans les présents statuts est réglé conformément au code des sociétés et associations.

Titre 6 : Dispositions finales et / ou transitoires

1. le siège social est situé à l'adresse suivante : rue de Brimez, 2 à 5100 Wépion

2. le site internet de l'association est le suivant : www.renardierewepion.be

3. l'adresse électronique de l'association est : raymond.rensonnet@gmail.com

Toute communication vers cette adresse par les membres de l'association est réputée être intervenue valablement.

Fait à Wépion, le 28 novembre 2023